

Reynders : « Quittez le Congo au plus vite »

Le ministre des Affaires étrangères conseille aux Belges de quitter le Congo. La tension s'exacerbe à l'approche de la fin du mandat du président Kabila. Kinshasa a expulsé deux équipes télé flamandes.

Didier Reynders s'inquiète des informations qui lui proviennent du Congo. Alors que le mandat de Joseph Kabila se termine officiellement lundi prochain, le dialogue entre la majorité présidentielle et le Rassemblement de l'opposition semble dans l'impasse. Signe supplémentaire de la tension croissante sur place, cinq journalistes des chaînes flamandes VTM et VRT arrivés en milieu de semaine à Kinshasa ont été expulsés ce vendredi. Le ministre belge conseille donc à ses concitoyens de quitter le Congo « *dès que possible* ».

Les Affaires étrangères recommandent donc aux Belges dont le séjour en République démocratique du Congo n'est pas essentiel de quitter le pays. Ceux qui y resteraient sont invités à exercer la plus grande vigilance, en particulier lors de leurs déplacements. Quant aux voyages vers le pays, ils sont déconseillés.

Le site du SPF Affaires étrangères précise que ces recommandations sont

diffusées à la suite des « *tensions politiques* », des « *récentes mesures prises par les autorités afin de réprimer les droits et les libertés* », de « *l'expulsion de journalistes belges* », des « *rumeurs concernant la fermeture de certains aéroports* », de « *la possible restriction des communications internet* » et du « *risque de nouvelles manifestations en République démocratique du Congo* ».

On estime que 4.000 Belges séjournent actuellement au Congo, dont 2.500 dans la capitale. Certaines sources locales indiquent que Kinshasa, une mégalopole d'environ 10 millions d'habitants, pourrait se transformer en piège pour des étrangers soucieux de quitter rapidement la ville en cas de troubles. Il n'y a en effet qu'une seule autoroute qui relie le centre-ville à l'aéroport et celle-ci traverse des quartiers populaires très densément peuplés. Brussels Airlines maintient pour le moment ses vols entre Bruxelles et Kinshasa mais suit la situation de près. ■

La tension politique est maximale à Kinshasa

RD CONGO Les ressortissants belges invités à quitter le pays « *dès que possible* »

► C'est un conseil pressant que Didier Reynders donne aux Belges séjournant sur place.
► « Nous avons renforcé les avis de voyage »,

précise le ministre.
► En cause : ce lundi, s'achève officiellement le second mandat du président Kabila.
► Et la crainte de débordements

incontrôlés est bien réelle.

Au vu des informations qui lui proviennent de la République démocratique du Congo, le ministre des Affaires étrangères Didier Reyn-

ders ne cache pas son inquiétude : il constate qu'à ce stade le dialogue initié par les évêques catholiques et qui réunit la majorité présidentielle et le Rassemblement de l'opposition ne semble pas aboutir. Et cela alors que la date clé du 19 décembre, qui marque la fin du mandat du

président Kabila, n'est plus qu'une question d'heures...

Journalistes refoulés

L'inquiétude du ministre n'est pas alimentée seulement par l'impasse politique ni par une montée des enchères qui marque souvent les négociations en fin de partie. Elle se nourrit aussi de faits concrets : cinq journalistes néerlandophones – des équipes de la VRT et de VTM –, qui étaient arrivés en milieu de semaine à Kinshasa et avaient sollicité leur accréditation, ont été priés de reprendre l'avion vers Bruxelles. « *Il y a donc* », estime Didier Reynders, « *un rétrécissement évident de l'espace public et*

des libertés ». Ce qui s'ajoute aux informations selon lesquelles le réseau internet serait coupé dès dimanche soir...

Tout aussi concrètement, il apparaît que certaines ambassades – belge et américaine notamment – éprouvent des difficultés à déployer à Kinshasa des militaires chargés d'assurer la sécurité des bâtiments diplomatiques et consulaires. Les Etats-Unis, dans un communiqué tout aussi alarmiste, demandent à leurs ressortissants d'éviter tout déplacement inutile dans la ville et de se munir de documents d'identité à présenter lors des nombreux points de contrôle.

Cet ensemble d'éléments, suscitant une inquiétude grandis-

sante, a conduit le ministre à durcir le ton et à presser les Belges se trouvant encore au Congo de quitter le pays.

Pour l'instant, les Affaires étrangères estiment que quelque 4.000 Belges se trouvent au Congo dont 2.500 dans la capitale. Des sources privées nous indiquent que Kinshasa, avec ses huit (sinon dix...) millions d'habitants, pourrait se transformer en nasse pour les étrangers désireux de fuir une situation dégradée : le centre-ville n'est relié à l'aéroport que par une seule autoroute, qui traverse les quartiers populaires extrêmement peuplés.

Sur le plan politique, le dialogue initié par les évêques met

face à face deux délégations : d'un côté, des représentants de la majorité présidentielle et d'une partie de l'opposition ayant renvoyé à 2018 les prochaines élections et prévoyant

un Premier ministre issu de l'opposition ; de l'autre, les opposants à cet accord, rassemblés autour du vieil opposant Etienne Tshisekedi (84 ans). Le principal point d'achoppement demeure l'avenir politique de M. Kabila et l'étendue des pouvoirs qui demeurerait les siens durant la transition. Les évêques, au cours de la journée de vendredi, ont été reçus par le chef de l'Etat mais rien n'a filtré du contenu de cet entretien. Sauf l'inquiétude accrue des Occidentaux... ■

C. B.

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

LE DANGER D'UNE DOUBLE ESCALADE

Inquiétude légitime ou dramatisation de la situation afin d'accroître encore une pression qui est déjà maximale alors que la médiation des évêques catholiques entre dans sa dernière ligne droite ? On peut comprendre en tout cas que le ministre des Affaires étrangères mette tout en œuvre pour convaincre les Belges se trouvant

au Congo de prendre le minimum de risques et de quitter le pays s'ils le peuvent.

En effet, on assiste à une double escalade : une avalanche de mises en garde et de sanctions, de rapports accablants à propos de la corruption du régime et en particulier de la famille présidentielle et, de l'autre côté, un durcissement évident, qui se traduit par des mesures à l'encontre de journalistes étrangers, des coupures d'internet et des réseaux sociaux, un quadrillage de la capitale...

Tout se passe comme si les autorités de Kinshasa étaient persuadées de la mise en œuvre d'une stratégie de déstabilisation et, au

vu du passé de ce turbulent pays, on ne peut jamais totalement écarter cette hypothèse...

Même si le pire ne s'est pas encore produit, le gâchis actuel suscite la consternation et la colère : le Congo, depuis 15 ans, a connu des avancées incontestables, de réels progrès économiques, de vraies libertés, aujourd'hui menacées. Mais le plus grand des acquis, c'est l'exigence démocratique d'une population désormais bien au fait de la chose politique, consciente de ses droits. Au nom de quoi, de quels calculs, de quelles ambitions, aurait-on le droit de dilapider tout cela ?

éclairage Au chaos politique répond la mobilisation de la société civile

Dangereuse, menaçant la stabilité du pays, la crise actuelle aurait pu être évitée d'autant plus qu'elle ne date pas d'hier. Le « glissement » qui risque de se transformer en culbute a commencé au lendemain des élections contestées de 2011. A cette époque, les résultats officiels donnant Joseph Kabila vainqueur avec 48,9 % des voix furent aussitôt contestés par Etienne Tshisekedi, qui, avec 32,3 % des voix, considéra qu'il avait été victime de fraudes et que la victoire lui avait été volée.

Il est vrai que ces élections, tranchant sur les premières élections démocratiques de 2006, avaient été singulièrement sujettes à caution : mal préparées, en proie à des détournements de fonds, dépouillées dans le chaos, elles susciterent une crise de confiance profonde, aggravée par le verdict de l'Eglise catholique qui déclara que les résultats proclamés « *n'avaient été conformes ni à la justice ni à la vérité* ». Cette controverse

suscita un climat politique délétère, une crise de confiance qui ne fut jamais réellement surmontée. Quant à la population, elle fut dissuadée de manifester par une répression de plus en plus sévère qui se traduisit par de nombreuses arrestations dans les milieux de jeunes activistes et par une mise au pas croissante de la presse.

Ce climat politique plombé par la méfiance fut alourdi par l'éclatement d'une nouvelle rébellion à l'Est, menée depuis mars 2012 par le M23, composé de rebelles Tutsis congolais soutenus par le Rwanda. La victoire militaire qui entraîna la déroute du M23 deux ans plus tard fut obtenue à grands frais et, dans l'entourage du chef de l'Etat, il était courant d'entendre dire que cette « *guerre imposée de l'extérieur* » avait mis à l'arrêt la reconstruction du pays durant deux ans et asséché les finances.

Peu à peu le front « anti-Kabila » alla en s'élargissant, agglomérant différents courants politiques de l'opposition

Et d'aucuns ajoutaient que le président Kabila, à l'époque déjà, avait le sentiment qu'on lui « *devait* » deux années supplémentaires, le temps d'accomplir le programme qu'il s'était fixé pour ce deuxième et en principe dernier mandat.

Durant ce temps, le débat faisait rage au sein de la majorité présidentielle : fallait-il changer la Constitution, trouver un successeur possible au chef de l'Etat, ou trouver des stratagèmes pour retarder les échéances de 2016 ? Le manque de confiance, la défection de Vital Kamerhe, passé à l'opposition avant 2011 déjà, les manifestations violentes (plus de 30 morts...) que suscita en janvier 2015 la proposition de modi-

fier la loi électorale et une certaine incision au plus haut niveau firent pencher la balance en faveur du « glissement » : tout faire pour gagner du temps devint la seule stratégie lisible du pouvoir. C'est ainsi que, même remaniée, la CENI (Commission électorale indépendante) se trouva à court de fonds, d'autant plus que, faute de calendrier clair, les bailleurs habituels refusaient d'assurer leur contribution aux élections qui de toute façon allaient se présenter comme les plus chères du monde (1.800 millions de dollars...). Le problème des « nouveaux majeurs » – huit millions de jeunes Congolais en âge de voter et non inscrits sur les listes électorales – allait être présenté comme quasi insurmontable... A mesure que les difficultés s'accumulaient, l'opposition s'élargissait : des membres de la majorité présidentielle (ancien ministre comme Olivier Kamitatu, l'ex-conseiller spécial Pierre Lumbi et d'autres...) allaient former le G7, un groupe rejoint par Moïse Katumbi, le très populaire

ex-gouverneur du Katanga. Tous exigeaient que soit respectée une Constitution considérée comme le socle de la légalité et de la paix civile.

Un élément neuf fut l'apparition de mouvements de base, recrutant au sein de la jeunesse et maîtrisant les réseaux sociaux

Peu à peu le front « anti-Kabila » alla en s'élargissant jusqu'à ce que se retrouvent sur la même ligne le « Rassemblement de l'opposition » où les anciens dignitaires du régime côtoyaient le parti d'Etienne Tshisekedi et d'autres formations relevant de l'opposition traditionnelle. Un élément nouveau fut l'apparition de mouvements de base, comme Filimbi et Lucha, recrutant au sein de la jeunesse, maîtrisant les réseaux sociaux et refusant les pratiques politiques habituelles au Congo, entachées de corruption, c'est-à-dire les « enveloppes » et autres « frais de transport »...

Radicaux, s'en tenant à la lettre de la Constitution, ces mouvements de

jeunes ont refusé d'entrer dans le dialogue qui, début septembre, se réunit sous la houlette du médiateur Edem Kodjo et rassembla une partie de l'opposition. L'exercice déboucha cependant sur un accord politique conclu le 18 octobre qui confiait le poste de Premier ministre à un membre de l'opposition en l'occurrence, M. Badibanga, un transfuge du parti d'Etienne Tshisekedi. Cet accord apparut cependant insuffisant pour calmer les esprits, d'autant plus qu'il repoussait à 2018 la date des élections et que le président Kabila refusait de se prononcer sur ses intentions réelles : entendait-il ou non demeurer au pouvoir deux ans de plus ? Craignant que se mette en place, dès le 19 décembre, date de l'expiration du mandat, l'engrenage des manifestations et de la répression, les évêques catholiques se sont lancés dans une négociation de la dernière chance afin de trouver un compromis politique. Désormais l'éclatement ou non de la bombe à retardement est une question d'heures. ■

COLETTE BRAECKMAN